



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Schweizerisches Handelsamtsblatt SHAB
Feuille officielle suisse du commerce FOSC
Foglio ufficiale svizzero di commercio FUSC
Swiss Official Gazette of Commerce SOGC

Rubrique: Faillites

Sous-rubrique: Etat de collocation et inventaire

Date de publication: SHAB 04.03.2024

Publications supplémentaires: KABGE 04.03.2024

Visible par le public jusqu'au: 04.03.2029

Numéro de publication: KK04-0000040160

Entité de publication

Office des faillites de l'Etat Genève, Route de Chêne 54, 1211 Genève 6

Etat de collocation et inventaire JCL CONSEILS Sàrl

Débiteurs:

JCL CONSEILS Sàrl

CHE-253.881.429

chemin du Village-de-Perly 15

1258 Perly

Remarques juridiques:

Le créancier qui conteste l'état de collocation parce que sa production a été écartée en tout ou en partie ou parce qu'elle n'a pas été colloquée au rang qu'il revendique intente action contre la masse devant le tribunal du lieu de la faillite, dans les 20 jours qui suivent la publication du dépôt de l'état de collocation. S'il conteste une créance ou le rang auquel elle a été colloquée, il dirige l'action contre le créancier concerné.

Publication selon les art. 221, 249 et 250 LP.

Délai de contestation de l'état de collocation: 20 jours

Fin du délai: 24.03.2024

Délai de contestation de l'inventaire: 10 jours

Fin du délai: 14.03.2024

Lieu de dépôt des documents:

Office cantonal des faillites, route de Chêne 54, case postale, 1211 Genève 6

Contact pour la plainte:

Cour de justice, Chambre de surveillance des OPF, place du Bourg-de-Four 1, case postale 3108, 1211 Genève 3

Contact pour l'action en contestation:

Tribunal de première instance, rue de l'Athénée 6-8, case postale 3736, 1211 Genève 3

Remarques:

Pour tout renseignement:

Groupe 5 + 41 22 3888905

F20221404

But : études, conseils, expertises, contrôle et audits dans les domaines de la prévention incendie, de la sécurité au travail et du transport de marchandises dangereuses, de la construction de bâtiments, d'infrastructures de transports et d'énergie, de télécommunication, d'assainissement et d'environnement, ainsi que toute activité de recherche, de formation et d'enseignement en lien direct ou indirect avec les activités précitées (cf. statuts pour but complet).